

Londres sous-estime le risque d'un échec du Brexit

JAN GRAULS

*Ambassadeur honoraire
Senior Advisor EY*

Les mois qui ont suivi le référendum britannique ont été caractérisés par une grande confusion. Des déclarations fortes, accusatrices et même franchement dénigrantes ont été faites de part et d'autre.

Le 29 avril, le Conseil européen a défini les lignes directrices pour les 27 en vue des négociations sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Celles-ci dessinent, avec une clarté cristalline, les principes, les étapes et les orientations de négociations qui devraient débiter dès après les élections anticipées en Grande-Bretagne. Le moment est donc venu d'écouter ce qui se dit dans les centres de décision directement concernés.

Bâtiment Juste Lipse – bureau du Président du Conseil européen Tusk

C'est la satisfaction qui prédomine. Le Président du Conseil européen a joué son rôle de leader dans l'élaboration de la position des 27. Ses idées initiales sur la structure en phases et le contenu des négociations à venir ont été confirmées par les 27 sans difficulté et sans grandes modifications. Et contre toute attente, l'unité des 27 a pu être préservée. Un signal important en direction de Londres à l'aube d'une négociation sans précédent susceptible de fragiliser l'unité des États membres. Satisfaction également vis-à-vis de la victoire de Macron en France, un pro-européen convaincu, avec des idées claires quant au Brexit.

Bâtiment Berlaymont – bureau du Président de la Commission Juncker

Même sentiment que chez Tusk: les institutions de l'UE ont su jouer leur rôle, sans interférences notables des États membres. Barnier, le négociateur en chef de la Commission, prépare son mandat sur base des orientations du Conseil européen du 29 avril. Un mandat qui risque de provoquer

un «coup de tonnerre» à Londres qui sous-estime toujours la difficulté des négociations et le risque d'un échec. Même sentiment que Tusk à propos de la victoire de Macron et un espoir que le nouveau président français redresse l'économie française, un projet qui sera soutenu par l'Europe. Autre bonne nouvelle: l'axe Paris-Berlin est ressuscité.

Downing Street – bureau de la Première ministre Theresa May

C'est l'optimisme quant au résultat attendu des élections anticipées, qui devraient être remportées haut la main par les conservateurs. Cela laissera à la Première ministre les coudées franches. Mais que faire de cette majorité écrasante? Forcer un «hard Brexit»? Ou au contraire assouplir sa position à l'égard des négociations? L'unité et la détermination des 27 n'ont pas échappé à Londres. La première phase de la négociation sera soit très brève, soit extra-longue. Vigilance, car une fois les négociations lancées, la nervosité risque de s'installer dans les milieux économiques et dans l'opinion publique britannique. Downing Street sait que nombre d'entreprises installées en Grande-Bretagne suivent de très près les tractations en cours et commencent à s'inquiéter.

Rue de la Loi – bureau du Premier ministre Michel

Les conclusions du Conseil européen n'ont pas suscité de débats internes notables. Si ce n'est l'importance d'impliquer les Régions dans la concertation sur le Brexit, l'accord final avec les Britanniques devant aussi être approuvé par les assemblées régionales. La priorité absolue est donnée à la préservation de l'intégrité du marché unique, dont l'économie belge a bénéficié spectaculairement. La Belgique devrait

jouer un rôle d'inspirateur et de moteur dans les débats sur l'avenir de l'Europe.

Élysée – bureau du nouveau Président français Emmanuel Macron

Sans vouloir «punir» la Grande-Bretagne, la France adoptera une ligne cohérente

avec son constat que c'est à Londres d'assumer les conséquences de sa décision. À l'avenir, la Grande-Bretagne sera pour la France un pays tiers, mais un partenaire proche. Le Président Macron souhaitera, dans le cadre d'un axe Paris-Berlin revigoré, lancer des idées en vue de compléter l'Union européenne et de consolider l'Eurozone.

Washington – Maison-Blanche – bureau du président américain Trump

La perspective de la visite du Président américain aux institutions européennes, fin mai, a provoqué une réflexion sur l'avenir des relations entre les États-Unis et l'Union après le Brexit, mais plus axée sur les intérêts économiques américains. La nécessaire coopération bilatérale dans la lutte contre le terrorisme contribuera à créer la bonne atmosphère entre Américains et Européens.

Moscou – bureau du président Poutine

Si le départ de la Grande-Bretagne de l'Union avait été accueilli avec une cynique satisfaction, l'arrivée au pouvoir de Macron a refroidi l'enthousiasme. Une revitalisation de l'axe Paris-Berlin et un succès de la visite du président Trump aux institutions européennes ne serviront pas nécessairement les intérêts de Moscou.

Cette négociation s'annonce donc d'une extrême complexité politique et technique. L'adoption du mandat de la Commission ce 22 mai ajoute un autre acte au drame qui se joue actuellement. Imagination, patience, courage et sens du compromis devront être au rendez-vous pour faire atterrir le Brexit en douceur.

L'unité et la détermination des 27 n'ont pas échappé à Londres. La première phase de la négociation sera soit très brève, soit extra-longue.